

Grandeur et Décadence

2024

L'ÉTAT DES CENTRALES À CHARBON DU MONDE

Global Energy Monitor, CREA, E3G, Reclaim Finance, Sierra Club, SFOC, Kiko Network, groupes du Bangladesh, Trend Asia, ACJCE, Chile Sustentable, POLEN Transiciones Justas, Iniciativa Climática de México, et Arayara





L'état des centrales à charbon du monde (Avril 2024)

Le rapport intégral [Grandeur et Décadence 2024](#) comprend les chapitres suivants :

(1) Résumé exécutif, (2) Développements majeurs de l'année 2023, (3) Résumé des données globales, (4) La fin du charbon : progrès en vue de voir la dernière mise en construction d'une centrale à charbon, (7) Les mises en chantier de construction de nouvelles centrales à charbon sont au plus bas des neufs dernières années si l'on excepte la Chine, (8) Progrès de la phase d'arrêt des centrales à charbon, (9), Tendances des financements privés pour le charbon en 2023, (10) Chine, (11) Inde, (12) Europe des 27 et Royaume Uni, (13) États-Unis d'Amérique, (14) Turquie, (15) Indonésie, (16) Pakistan, (17) Bangladesh, (18) Vietnam, (19) Laos, (20) Philippines, (21) Corée du Sud, (22) Japon, (23) Australie, (24) Asie Centrale, (25) Moyen-Orient et Afrique du nord, (26) Afrique subsaharienne, (27) Amérique du Sud, (28) Appendice détaillant les capacités de génération électrique au charbon en développement et en opération par pays

Cette traduction ne reprend que certains extraits du rapport complet (1, 2, 12, 25, 26). La version intégrale du document est disponible en anglais sur [le site internet de Global Energy Monitor \(GEM\)](#).

En plus de Global Energy Monitor, les co-auteurs du rapport sont le Centre for Research on Energy and Clean Air, E3G, Reclaim Finance, Sierra Club, Solutions for Our Climate, le Réseau Kiko, des groupes du Bangladesh, Trend Asia, l'Alliance pour la Justice Climatique et l'Énergie Renouvelable (Alliance for Climate Justice and Clean Energy), POLEN Transiciones Justas, Iniciativa Climática de México, et Chile Sustentable.

Résumé du rapport

Depuis la signature de l'accord de Paris en 2015, pratiquement tous les pays ont réduit leur nombre de centrales de production électrique à charbon en construction, et plus de la moitié des pays ayant des centrales de production électrique à charbon ont réduit ou maintenu à un niveau constant la capacité de production. Les inquiétudes sur le climat, les circonstances économiques défavorables, et l'opposition des opinions publiques continuent de fermer le passage pour de nombreux projets – et même de fermer la porte de certaines centrales. Cependant, malgré une orientation prometteuse, la capacité mondiale de production d'électricité au charbon a augmenté de 11% depuis 2015, et la [quantité de charbon utilisée](#) et la capacité totale de production ont atteint un record absolu en 2023. La flotte globale de centrales à charbon a progressé de 48,4 gigawatts (GW), soit 2% en 2023 pour atteindre un total de 2 130 gigawatt, la Chine représentant deux tiers des augmentations. Hormis la Chine, on a aussi connu une faible augmentation de 4,7 GW pour la première fois depuis 2019. Bien que les nouvelles de nouveaux arrêts de centrales à charbon et d'annulation de nouveaux projets continuent d'arriver, moins de capacités au charbon ont été mises au rebut en 2023 que dans chacune des autres années pendant plus d'une décennie.

Un des paramètres principaux de l'augmentation des capacités à charbon – le nombre de chantiers débutant la construction – a diminué en 2023 pour la deuxième année consécutive si l'on exclut la Chine et ce nombre a atteint son niveau le plus faible depuis le début de la collecte de ce chiffre en 2015. En Chine, c'est l'exact opposé qui s'est produit, les mises en chantier de nouvelles centrales en augmentation pour la quatrième année consécutive et atteignant un chiffre record sur les huit dernières années; ce qui est en complet désaccord avec l'engagement du président Xi en 2021 de « contrôler » strictement les projets à charbon. En dehors de la Chine, 113 GW de capacités sont toujours à l'étude, en légère augmentation par rapport aux 110 GW de 2022 à cause d'un pic des projets en Inde; et en Chine, 268 GW sont à l'étude, en augmentation par rapport aux 249 GW de 2022. Cette capacité globale de projets en phase de pré-construction, en augmentation de 6% depuis l'an dernier, cristallise l'importance d'appeler à arrêter tous les projets et toutes les mises en chantier de nouvelles centrales à charbon.

Les pays doivent aussi accélérer les engagements d'arrêts de centrales, et dans le même temps s'assurer que leurs engagements se traduisent par des arrêts quantifiés et réels de centrales en activité. A peine 15% (317 GW) de la capacité globale en opération a un projet d'arrêt documenté correspondant aux engagements de l'Accord de Paris qui prévoit de limiter l'augmentation des températures sous le seuil critique des 1,5 degré Celsius. Pour éliminer les opérations au charbon d'ici à 2040 il serait nécessaire de fermer en moyenne 126 GW de capacité pendant les dix-sept années à venir, soit l'équivalent de deux centrales par semaine. Si l'on prend en compte les centrales en projet ou en construction (578 GW), les coupes doivent être encore bien plus drastiques.

Développements majeurs en 2023

- 2023 a connu la plus grande augmentation nette des capacités de production au charbon depuis 2016. L'augmentation est due principalement aux nouvelles centrales entrant en production en Chine (47,4 GW), à la diminution des arrêts aux États-Unis d'Amérique (9,7 GW) et en Europe (5 GW) en comparaison d'années de référence.
- Environ la moitié des capacités de production à charbon aux États-Unis est planifiée pour un arrêt ou une conversion à une autre source d'énergie d'ici à 2035. Cette tendance à se dégager du charbon doit s'accélérer pour atteindre les objectifs énergétiques et climatiques du pays.
- Dans l'Union européenne des 27 et au Royaume-Uni, les arrêts régionaux de centrales à charbon et les engagements futurs atteignent la moitié des objectifs de l'Accord de Paris et doivent continuer dans cette voie pour être plus ambitieux.
- En 2023, vingt-trois nouveaux pays se sont engagés pour le programme « Pas de Nouveau Charbon » en devenant membre de l'Alliance : Energiser au-delà du Charbon. Cent un pays ont soit formellement signé pour « Pas de Nouveau Charbon » soit ont abandonné les projets à charbon qu'ils avaient dans les dix dernières années.
- La Chine et les dix pays qui la suivent au classement représentent 95% des capacités de production électrique au charbon en phase de projet d'étude. Les 5% restants sont répartis entre vingt et un pays,

onze d'entre eux ont seulement un projet et sont proches d'atteindre l'objectif de « Pas de Nouveau Charbon ».

- En 2023, la diminution des nouveaux projets au charbon en dehors de Chine a été ralentie par l'ajout de 20,9 GW de projets entièrement nouveaux, avec en tête l'Inde (11,4 GW), le Kazakhstan (4,6 GW), et l'Indonésie (2,5 GW), ainsi que 4,1 GW pour la remise en route de projets qui semblaient mis au placard ou abandonnés.
- Les projets au charbon « captifs », c'est-à-dire les projets qui ne sont pas reliés au réseau électrique mais qui servent pour l'industrie sont un dernier front où lutter contre les nouveaux projets. Par exemple, les deux centrales en projet pour la production de chrome au Zimbabwe constituent les 1,9 GW de nouveau projet dans ce pays en 2023. En Indonésie, les projets au charbon pour alimenter l'industrie du nickel se développent rapidement.
- En 2023, vingt-trois institutions financières privées ont adopté ou mis à jour leur pratiques en matière d'investissement dans le secteur du charbon, un ralentissement notoire comparé aux cinquante sept qui avaient fait de même en 2022.
- Le Groupe des Sept (G7) représente 15% (310 GW) des capacités de production électrique au charbon. Avec l'achèvement de nouvelles centrales au Japon en 2023, le G7 n'a plus de centrales à charbon en construction, mais il y a toujours un projet à l'étude au Japon et deux aux États-Unis. Les projets sont associés à des tentatives de capture de dioxyde de carbone et autres technologies dites du « charbon propre » et sont pour l'instant d'une efficacité incertaine et une distraction coûteuse dans la lutte pour la fin du charbon.
- Le Groupe des Vingt (G20) compte pour 95% des capacités de production électrique au charbon dans le monde (1 968 GW) et 88% (336 GW) des projets en phase d'étude.
- Les 11,4 GW de capacité entièrement nouvelle annoncés en Inde – à la fois dans le secteur public et privé – représentent un total plus important que dans n'importe quelle année depuis 2016, et des projets bloqués depuis des années ont aussi repris.
- Le Brésil a vu son total de projets en phase d'étude diminuer, mais le pays a encore deux projets actifs, les derniers en Amérique du Sud.
- Alors que la plupart des autres régions ont vu un tassement ou une diminution du nombre de projets à charbon, en Asie Centrale, la capacité de production électrique au charbon en projet est équivalente à 45% de la capacité actuelle totale de production, soit plus du double du chiffre il y a dix ans.

Moyen-Orient et Afrique du nord

Pas de nouveau charbon au Moyen-Orient et en Afrique du nord

Capacité de production électrique au charbon au Moyen-Orient et en Afrique du nord par statut, en Gigawatt (GW)



Source: Global Coal Plant Tracker, Janvier 2024



Figure 1 (Figure 43 dans la version intégrale)

Pour la troisième année de suite, les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du nord (MENA) n'ont aucun projet de centrale à charbon à l'étude. Israël et le Maroc sont les seuls pays qui font tourner des capacités de production électrique au charbon dans cette région du monde, pour un total de 8,6 GW, et ces deux pays font des prévisions pour sortir de ce mode énergétique.

En Israël, les unités à charbon de la [centrale de Orot Rabin](#) étaient annoncées comme devant être arrêtées en 2023 et 2024 après leur conversion au gaz naturel, mais des retards dans le projet et le début de la guerre ont [repoussé](#) la date de début des travaux de conversion. Début 2024, le gouvernement a annoncé que la centrale [cesserait](#) de brûler du charbon en 2026.

Le Maroc a pour l'instant quatre centrales à charbon en opération, mais fin 2023 le pays a [rejoint](#) l'Alliance : Energiser au-delà du Charbon (PPCA) et s'est engagé à planifier la fin du charbon, la centrale de 2 GW de [Jorf Lasfar](#) sera celle à surveiller puisqu'elle a récemment conclu un accord d'approvisionnement qui se prolonge jusqu'en 2044. A la centrale de [Jerada](#), les officiels des autorités ont commencé à prévoir la [démolition](#) des vieilles unités à charbon du site.

Les Emirats Arabes Unis ont aussi [rejoint](#) l'Alliance : Energiser au-delà du Charbon (PPCA) l'an dernier pendant la conférence sur le climat COP 28 à Dubaï. Le pays a converti son unique centrale à charbon, qui faisait partie du projet [Hassyan](#) en 2022.

La seule centrale à charbon en construction dans la région est la centrale de [Tabas](#) en Iran. Les progrès du chantier ont été inconsistants depuis qu'il a commencé en 2000, et le chantier est peut être de nouveau à l'arrêt par [manque de matériel](#) de construction nécessaire pour des brûleurs à charbon.

Les suppressions de capacités de production électrique au charbon au Moyen Orient et en Afrique du nord (MENA) continuent de progresser, pour atteindre 25,4 GW en 2023 (figure 1). Les 1,2 GW de la [centrale indépendante de production d'eau et d'électricité de Al-Duqum](#) en Oman étaient censés être arrêtés l'an dernier après la mise au rebut du projet par le ministère du Pétrole et du Gaz en 2019 en faveur de sources d'énergie plus renouvelables.

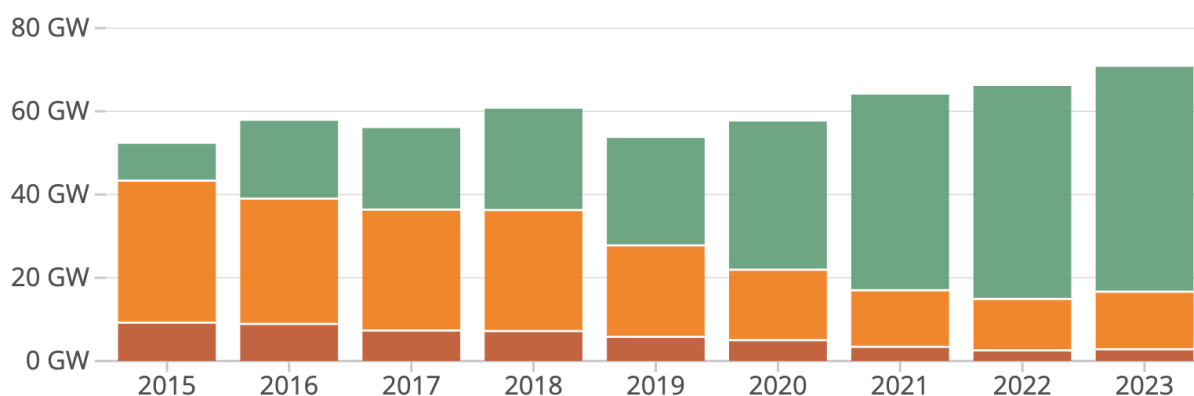
En 2023, un rapport de Global Energy Monitor [montre](#) que les ajouts récents de nouvelles capacités de production électrique de source renouvelable dans la région manquent d'ambition en comparaison des pays comparables et sont rendus minuscules par le rôle du pétrole et du gaz, une dynamique qui ne doit pas être ignorée quand on considère combien la région a à gagner avec une réelle transition énergétique.

Afrique subsaharienne

Les projets de centrales à charbon abandonnés s'accumulent en Afrique subsaharienne

Capacité de production électrique au charbon en Afrique subsaharienne par statut, en Gigawatt (GW)

- En construction
- En pré-construction (annoncé, en phase de demande de permis, avec un permis de construire)
- Abandonné



Source: Global Coal Plant Tracker, Janvier 2024



Figure 2 (Figure 44 dans la version intégrale)

Les projets de centrales de production électrique au charbon abandonnés en Afrique subsaharienne ont continué de s'accumuler alors que les financements pour de tels projets devenaient rares. En 2023, 3,8 GW de tels projets de capacités ont été annulés pour un total de 54 GW depuis 2010. Six pays dans la région n'ont actuellement aucune opération au charbon ni aucun projet de ce type, et trois autres pays sans opération ont seulement une centrale à l'étude. Pour les projets en développement dans la région, peu de progrès a été fait – il y a eu un début de chantier au Nigéria, et seulement une unité d'une capacité de 0,3 GW entrée en production au Zimbabwe.

Les capacités opérationnelles dans la région sont stables à 46,9 GW, et tout juste trois pays – le Botswana, le Zimbabwe, et l'Afrique du Sud – représentent 97% de la capacité. Le futur du charbon en Afrique subsaharienne est encore très volatile alors que les compagnies se désengagent du charbon et les projets de centrales peinent à trouver un financement. 13,8 GW de capacité de production au charbon sont toujours en projet dans 59 centrales sur toute la région, ceci inclut des propositions nouvelles en 2023 pour 1,9 GW, toutes au Zimbabwe. Les capacités en phase de pré-construction ont baissé en Afrique subsaharienne depuis 2017, et les projets du Zimbabwe sont seuls responsables de la légère augmentation pour 2023 (figure 2).

Le Zimbabwe est le pays qui a le plus de capacité à l'étude en Afrique subsaharienne (6,5 GW), suivi par l'Afrique du Sud (3,0 GW) et le Mozambique (1,2 GW). Les 1,9 GW de nouvelle capacité de production au charbon au Zimbabwe est la plus importante variation en une seule année dans ce pays depuis 2016. Cette capacité consiste en deux projets, [la centrale de Prestige](#) et [la centrale de Gweru](#), les deux étant des projets captifs pour l'extraction du chrome qui semblent contrôlés par des intérêts chinois. Et davantage de projets risquent de voir le jour alors que l'Autorité du Zimbabwe pour la fourniture d'électricité a mis en place de nouvelles règles pour la fixation des prix l'an dernier ce qui attise les [intérêts](#) de producteurs d'électricité indépendants. En dépit de cet afflux de propositions, le Zimbabwe a vu seulement une légère augmentation de sa capacité en opération, celle-ci étant restée stable sur les trente dernières années, alors que la centrale de [Hwange](#) soutenue par la Chine est entrée en production.

Dans le Botswana voisin, le projet revitalisé de [Mmamabula Energy](#) a augmenté de capacité en 2023. Le projet, soutenu par l'Inde, est le seul projet au Botswana en phase de pré-construction, ce qui est un important déclin. Si ce projet de Mmamabula aboutit, cela doublerait pratiquement la capacité de production électrique au charbon en opération dans le pays.

L'Afrique du Sud reste l'opérateur géant de la région pour la production électrique au charbon. Le pays, représentant 93% de la capacité totale en Afrique Subsaharienne est le pays du G20 dont l'économie est la plus dépendante du charbon et fait tourner la sixième plus grande flotte de centrales à charbon au monde. Malgré des capacités installées énormes, l'Afrique du Sud a connu une aggravation de la crise énergétique en 2023. Des pannes de matériel, et des opérations de maintenance et de réparation [ont privé](#) le réseau de nombreuses unités vieillissantes pendant l'année. Le gouvernement a [déclaré](#) un état de catastrophe nationale, et les tensions sur le réseau se sont accumulées pour faire de 2023 l'année [la pire](#) pour le nombre de coupures de courant. Les résidents ont enduré le nombre stupéfiant de 335 jours de coupures intermittentes, en augmentation après 205 jours l'année précédente. Aucune des centrales gérées par les compagnies publiques appartenant au gouvernement n'a réussi à tenir les objectifs de livraison fixés par le gouvernement dans le Plan d'Action pour l'Energie, [plan lancé](#) en 2022 pour répondre à la crise de la fourniture d'électricité.

Il n'y a pas eu de changement en Afrique du Sud concernant la capacité opérationnelle en 2023. La [centrale de Kusile](#) n'est toujours pas terminée quinze ans après le début de la construction, et la [centrale de Musina-Makhado](#) a un avenir toujours incertain. Il y a toujours une litigation contre la zone économique spéciale de Musina-Makhado, menée par le [Centre for Environmental Rights](#) qui représente des communautés et des groupes environnementaux. Le développement en Afrique du Sud devrait se faire selon les orientations des nouveaux Plan Intégré des Ressources et Plan pour une Transition Énergétique Juste.

Début 2024, le gouvernement sud-africain a publiquement [révélé](#) sa très attendue mise à jour de l'ébauche de Plan Intégré des Ressources (IRP). Le nouvel IRP réduit énormément le rôle des énergies renouvelables comparé à la version précédente et de plus, propose des scénarios qui retardent l'arrêt des centrales à charbon existantes et envisagent la construction de 6 GW dit de « charbon propre ». Les leaders de la société civile et les analystes spécialisés dans l'énergie ont de la même voix [critiqué](#) cette version de l'IRP pour son recours impératif au gaz et aux centrales à charbon existantes, une option très risquée au vu de l'état de la flotte d'Eskom. Le retard dans la mise à l'arrêt de centrales à charbon existantes rend peu probable que l'Afrique du Sud tienne ses [objectifs](#) d'émissions en 2030 de gaz à effets de serre tels que fixés par l'Accord de Paris. La présence d'électricité générée par le charbon surprend dans la version 2023 de l'IRP alors qu'on a aussi les 8,8 milliards de US\$ de financement international pour le climat dans le Just Energy Transition Investment Plan de l'Afrique du Sud qui a été [approuvé](#) par le gouvernement fin 2023. Une partie de ces fonds servirait selon le

rapport à servir les objectifs cibles pour la transition énergétique des communautés de la province de Mpumalanga, qui comptent plusieurs mines de charbon et centrales associées.

Les centrales à charbon jouent un rôle plus faible dans le reste de l'Afrique subsaharienne, où les centrales hydrauliques, au gaz naturel et au fuel occupent une part plus importante du portefeuille énergétique. En Afrique de l'Ouest, le Nigéria et le Niger font figure d'exception avec des centrales à charbon en développement, tandis que la Côte d'Ivoire, le Ghana et la Guinée sont maintenant totalement délivrés du charbon. La centrale de [Agboba](#) au Nigéria a été relancée et la construction a débuté en 2023. Il n'y avait pas eu de projet en construction au Nigéria pendant au moins huit ans, et en dehors de ce projet il n'y a eu aucun début de nouveau chantier en 2023 pour toute l'Afrique subsaharienne. Le seul autre projet de capacité au charbon en Afrique de l'ouest est au Niger, où la centrale de [Salkadamna](#) et une mine de charbon sont en développement depuis 2012. Le Sénégal conserve aussi la petite centrale captive de [Gallen Cement](#) et la très disputée centrale de [Sendou](#) qui est dans un processus de conversion au gaz.

En Afrique de l'Est, 3,3 GW de capacité au charbon sont en développement, et seulement 0,6 GW sont en opération. En Zambie, une expansion de la centrale de [Maamba](#) est en cours tandis que le projet recherche des fonds gouvernementaux. Dans le même temps, au Kenya, 2 GW de capacité au charbon ont été annulés dans les deux dernières années sous l'action d'une très forte contestation locale. La petite centrale captive de [Pokot](#) reste le seul projet au charbon à l'étude dans le pays, et le devenir du projet demeure très incertain, étant donné que ses propriétaires ont aussi appliqué en 2023 pour une licence pour une ferme éolienne sur le même site. Des capacités au charbon ont aussi été supprimées à Djibouti, au Malawi, au Mozambique, et en Tanzanie.

L'opposition locale aux projets à charbon ainsi que les actions militantes en faveur des énergies renouvelables restent fortes dans la région. Dans le même temps, les communautés qui dépendent du charbon [expriment](#) leurs inquiétudes quant au manque de communication transparente concernant la transition pour éliminer le charbon. Des initiatives telles que le plan novateur de l'Afrique du Sud, le Just Energy Transition Investment Plan doivent s'engager étroitement avec les communautés locales et supporter ceux dont le revenu économique et l'indépendance ont été étroitement et de manière complexe liés à l'industrie du charbon.

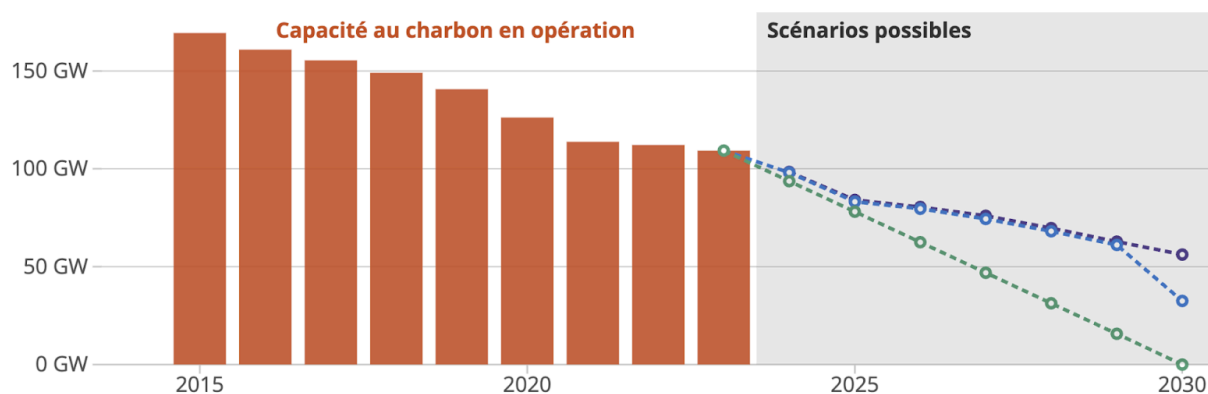
Europe des 27 et Royaume Uni

Les promesses actuelles de l'Union européenne sur l'abandon du charbon ne répondent que pour la moitié aux engagements de l'Accord de Paris

Capacité au charbon en opération et scénarios possibles d'ici à 2030 sur la base des arrêts programmés et des engagements de retrait dans l'Union européenne et le Royaume Uni, en Gigawatt (GW)

Scénarios possibles:

- Arrêts programmés
- Arrêts programmés et engagements de retrait
- Besoin pour tenir les 1,5 degré celsius maximum de réchauffement



Source: Global Coal Plant Tracker, Janvier 2024 •

Note : Le Royaume Uni s'est engagé à arrêter toutes ses centrales à charbon d'ici à 2024.



Figure 3 (Figure 27 dans la version intégrale)

La mise au rebut de toute la production d'électricité au charbon est largement avancée en Europe (UE) et au Royaume Uni (RU). Le rythme d'arrêt des capacités dans la région a rebondi en 2023, avec 3,8 GW de capacité en opération mis au rebut et 1,1 GW supplémentaires de capacité mise au placard ayant le même sort pendant l'année 2023, ce qui fait suite à deux ans de pause presque totale due à la crise énergétique qui a frappé l'Europe. Ce qui est moins clair est de savoir si le rythme actuel peut atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, qui prévoit que tous les pays développés aient éliminé le charbon d'ici à 2030. L'UE et le RU sont leaders dans l'effort pour éliminer le charbon, mais alors que la fin de la décennie s'approche, le rythme des arrêts n'est pas à la hauteur des prévisions de l'Accord.

Depuis 2015, l'UE et le RU ont arrêté en moyenne 5,4% de la capacité globale en opération chaque année. (Cette moyenne inclut les capacités qui sont passées de « en opération » à « éliminé » à chaque année et ne prend pas en compte les unités mises temporairement sous cloche. Il y a 2,3 GW de capacité considérés sous cloche dans la zone UE/RU à la date de Décembre 2023.) Le pourcentage annuel a varié sur les dix dernières années, avec un pic de retrait à 10% en 2020, et un point bas à tout juste 2,6% en 2022. Les inquiétudes sur la sécurité énergétique au vu de la guerre de la Russie en Ukraine a causé une vaste hésitation à mettre au rebut des centrales à charbon en 2022 alors que les actions de la Russie ont causé une onde de choc sur les approvisionnements européens en gaz naturel, mais ce sursaut n'est pas annonciateur d'un « retour » du

charbon; plutôt, les pays ont dû réaffirmer leur engagement à remplacer le charbon avec une combinaison de solutions énergétiques incluant le gaz naturel, les énergies renouvelables, et autres sources d'énergie. Cependant il est à noter que l'ajout de capacités au gaz naturel dans la zone n'est [pas nécessaire](#).

Récemment, le déclin structurel du charbon a pris un nouvel essor. Selon les analyses de Ember, la production électrique à base de charbon a connu un effondrement sans précédent en 2023 de 26%, et à peine 12% de la production européenne l'an dernier est venue du charbon. Les énergies renouvelables ont [dépassé](#) les 40% de la production totale dans l'Union européenne pour la première fois.

Seulement six pays dans la région sont en retard sur les standards de l'Accord et ne se sont pas engagés à éliminer le charbon d'ici à 2030. La Bulgarie, la Croatie, la République Tchèque, la Pologne, la Roumanie, et la Slovénie prévoient de stopper l'utilisation de leurs centrales à charbon entre 2032 et 2049.

Sur leur total cumulé de 44,1 GW de capacité en opération, seulement 11,5 GW répartis sur 77 unités de production ont une date d'arrêt de production prévue d'ici à 2030. Cela laisse en Europe 178 unités de production soit 32,6 GW de capacité opérationnelle qui ne sont pas en phase avec une tentative de limiter le réchauffement à 1,5 degré Celsius (figure 3).

Pour atteindre un arrêt total du charbon d'ici à 2030, l'UE et le RU doivent mettre au rebut en moyenne 15,6 GW de capacité au charbon chaque année pendant les sept ans qui viennent. Cela représente 1,5 GW par an de plus que dans l'année record de 2020 qui avait compté 14,1 GW et c'est pratiquement le double du rythme moyen sur la période 2015 à 2023. Bien que l'objectif soit considérablement plus audacieux que le rythme jusqu'à ce jour, le déclin nécessaire reste atteignable, si l'on suppose une volonté politique forte parmi les décideurs. Il y a déjà 10,9 GW de capacité au charbon qui sont prévus pour disparaître en 2024. Il y a aussi 10,1 GW de capacité qui auraient déjà dû être stoppés entre 2020 et 2023 et qui pourraient voir une révision de leur plan d'arrêt pour les mettre en accord avec les objectifs du calendrier de l'Accord de Paris.

L'Irlande, la Slovaquie, l'Espagne et le Royaume Uni se sont engagés à éliminer le charbon d'ici 2025. L'Irlande et le RU avaient chacun juste une centrale à charbon en opération fin 2023. Les 0,9 GW de la centrale irlandaise de [Moneypoint](#) sont prévus pour un arrêt d'ici 2025. Le RU qui a mis au rebut une capacité considérable de 33,7 GW de capacité au charbon depuis 2000 arrêtera sa dernière centrale en septembre 2024. La centrale de [Ratcliffe](#) qui compte quatre unités pour une capacité de 2,2 GW devait voir une de ses unités au rebut en 2022 mais toutes les unités sont restées en activité en 2023 pour des raisons de [sécurité énergétique](#). L'Espagne planifie d'arrêter plus du quart de ses centrales encore en activité en 2024, et les 2,2 GW restants devraient disparaître en 2025. Les trois unités de Slovaquie encore reliées au réseau dans les centrales de [Kosice](#) et [Vojany I](#) vont être mises au rebut dans le premier semestre de 2024, ce qui [accélèrera](#) la transition du pays de six ans.

Le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne (incertain, voir détails ci-dessous), la Grèce, la Hongrie, l'Italie et les Pays Bas ont planifié l'arrêt du charbon entre 2025 et 2030. (En Mars 2024, le ministre de l'Energie de l'Italie a [annoncé](#) que le pays abandonnerait ses centrales à charbon d'ici à 2025. Cependant ceci ne concernait pas les capacités opérationnelles dans l'Île de Sardaigne, c'est-à-dire les centrales de [Sulcis](#) et de [Fiume Santo](#)). La France, la Grèce et la Hongrie avaient déjà toutes pris des engagements plus avancés mais qui n'ont pas été tenus. La France a repoussé sa date butoir de 2022 à 2027, et le territoire hexagonal et les territoires d'Outre Mer compte 2,5 GW de capacité en opération dans onze unités à la fin de 2023. La loi allemande de juillet 2020, la Coal Power Exit Law fixe à 2038 l'année butoir de l'abandon du charbon, mais une analyse en cours par le gouvernement [estime](#) que c'est en 2030 que le pays devrait « idéalement » mettre le

charbon au rebut. Environ 45% des capacités au charbon en opération en Allemagne ont déjà une date d'arrêt prévue entre 2024 et 2030, sans tenir en compte les conclusions du rapport. Au Danemark, seulement une unité à la centrale de [Nordjylland](#) sera encore en opération après 2024.

L'attention dans l'UE et le RU s'est déplacée presque entièrement sur le programme d'arrêt des centrales dans ces dernières années, mais des augmentations modestes de la capacité opérationnelle de la région ne sont pas passées aux oubliettes. La Grèce a vu une nouvelle exception à la fin de l'an dernier, avec le raccordement au réseau de 0,7 GW en février 2023 à l'unité 5 de la centrale de [Ptolemaïda](#). Cette unité était jugée comme étant non viable économiquement et ne devrait continuer à brûler du charbon que pour six ans. Également à noter, la Pologne continue la construction de la centrale de [Pulawy](#) – 0,1 GW; le projet est en cours de construction depuis 2019 et a rencontré des problèmes de [matériel](#) ainsi que des [difficultés financières](#) pendant les années passées, ce qui a causé un sérieux retard. Au cas où le projet de Pulawy serait annulé ou achevé, il n'y aurait plus de centrale à charbon en construction ou projet dans la région (figure 4) et toute l'attention pourrait définitivement se porter sur le programme de fermetures.

Capacité de production électrique à charbon en développement dans l'Union européenne des 27 et le Royaume Uni réduite à une seule centrale

Capacité de production électrique à charbon en construction ou pré-construction (annoncé, en phase de demande de permis, ayant un permis), en Gigawatts (GW), dans l'Union européenne des 27 et le Royaume Uni



Source: Global Coal Plant Tracker, Janvier 2024



Figure 4 (Figure 28 dans la version intégrale)